

La Méditerranée: scène naturelle d'un drame sans fin

Par Agnès Rausch *

Open Arms, Ocean Viking, Aquarius, Sea Watch, tels sont les noms de navires de sauvetage en Méditerranée, dont on peut entendre régulièrement parler dans les nouvelles. Ils sont affrétés par des ONG allemande, française, italienne, espagnole, comme Médecins sans Frontières, SOS Méditerranée, Proactiva. A bord des équipes de bénévoles engagés, composées de marins compétents, d'un personnel médical dévoué, de médiateurs culturels et parfois même d'experts en communication. Ils ont une chose en commun: vouloir sauver des vies humaines et ceci dans le strict respect du droit international de la mer.

Ils ont pris en quelque sorte la relève de Mare Nostrum, Triton et Sophia, opérations italienne et puis européennes, stoppées «provisoirement» en mars 2019 suite à la fermeture des ports italiens.

C'était à la suite des tragiques naufrages d'octobre 2013, faisant plus de 500 morts au large de l'île de Lampedusa, que le gouvernement italien avait décidé de mettre en place une mission de surveillance et de sauvetage en mer, baptisée «Mare Nostrum». Cette opération, se terminant le 30 octobre 2014, avait permis de sauver quelques 150.000 migrants fuyant des situations de guerre, de violence ou de famine. «Triton» continuait l'opération à partir du 1^{er} novembre 2014, coordonnée par Frontex, l'agence européenne pour la surveillance des frontières. Son objectif était de surveiller les frontières et de sauver des migrants. Son rayon d'action fut limité cependant aux eaux territoriales européennes.

S'y ajouta à partir du 22 juin 2015 l'opération «Sophia» menée par la force navale de l'UE en Méditerranée, lancée à la suite d'une décision du Conseil européen, afin d'y lutter contre les passeurs et les trafiquants d'êtres humains. Cette opération visait à démanteler les réseaux criminels et d'empêcher de nouvelles pertes de vies humaines en mer, avec un changement important: les rescapés n'étaient plus accueillis sur le territoire européen, mais renvoyés et incarcérés en Libye.

Dès juillet 2016 l'UE mandata les garde-côtes italiens pour mettre en place un centre de coordination de sauvetage maritime à Tripoli, pour créer une zone de sauvetage à responsabilité libyenne dans les eaux internationales, tout en formant et accompagnant les garde-côtes libyens.

Le 4 juillet 2017, le président de la Commission européenne, M. Jean-Claude Juncker, déclara devant le Parlement européen: «La situation désastreuse en Méditerranée n'est ni nouvelle ni passagère. Au cours des deux dernières années et demie, nous

avons réalisé d'immenses progrès sur la voie d'une véritable politique migratoire de l'UE, mais l'urgence de la situation nous impose désormais d'accélérer sensiblement notre action collective et de ne pas laisser l'Italie livrée à elle-même. Nos efforts doivent porter sur la solidarité – avec ceux qui fuient la guerre et les persécutions et avec ceux de nos États membres sur lesquels s'exerce la pression la plus forte.»

Toujours en 2017, grâce à l'initiative du Luxembourg, un système de relocalisation des réfugiés à partir d'Italie et de Grèce vers d'autres pays européens a été mis en place, bien que boycottés par certains. Depuis 2018 les pourparlers pour réformer le règlement européen dit «Dublin III» sont bloqués et les paroles de «merde alors» disent le profond désarroi provoqué par l'absence de solidarité européenne.

Finalement, l'Union européenne a décidé en mars 2019 de suspendre temporairement le déploiement de ses moyens navals de sauvetage des migrants au large de la Libye. Un accord avait bien été conclu entre les 28 pays de l'UE pour prolonger de six mois cette mission, mais les

«Nos efforts doivent porter sur la solidarité – avec ceux qui fuient la guerre et les persécutions et avec ceux de nos États membres sur lesquels s'exerce la pression la plus forte.»

Jean-Claude Juncker

discussions européennes ont achoppé sur la question du débarquement des migrants secourus.

Mais qui sont-ils, et pourquoi ces migrants risquent-ils leur vie sur des bateaux de fortune? Un recensement réalisé en Libye en mars, avril et mai de cette année par l'UNHCR et l'OIM¹ dénombrent 641.398 personnes, originaires de 39 pays différents. Soudanais, Erythréens et Ethiopiens surtout, mais aussi des réfugiés africains de la région du lac Tchad, dont les raisons d'exode, selon le UNHCR, sont un mélange complexe fait de conflits entre groupes armés, extrême pauvreté et changement climatique.

D'ailleurs au 25 mars 2019, cette organisation comptait aux seuls Cameroun, Tchad, Niger et Nigeria un total de 4.443.823 personnes déplacées. S'y ajoute la progression de la menace terroriste et du crime organisé qui dans les pays du Sahel, comme la Mauritanie, le Mali et le Burkina Faso forcent de nombreuses personnes à l'exode pour sauver leur vie. Avant d'arriver au Libye, beaucoup parmi eux ont connu des années d'errance à travers le Niger, le Maroc, l'Algérie, toujours à la merci de milices mafieuses, parfois vendus comme des esclaves ou soumis au travail forcé. Ces migrants sont actuellement très affectés par la guerre civile en Libye, non seulement d'un point de vue sécurité, mais aussi parce qu'ils trouvent moins d'opportunités de travail, alors que la Libye était traditionnellement un pays d'immigration.

Depuis le début de l'année et jusqu'au 15 juillet 2019, il y eut 4.000 personnes interceptés par les garde-côtes libyens; ces personnes sont ensuite mis dans une quinzaine de centres de déten-

tion officiels, tenus par des milices, dans des conditions de détention déplorables. Leur existence a été rappelée à l'attention du public il y a deux mois, lors de l'attaque aérienne d'un de ces camps faisant 66 morts et 80 blessés parmi les migrants. Durant la même période il y eut 800 morts en mer et 3.300 arrivées en Italie.

«Coalition de volontaires»

Pourquoi ces personnes continuent-elles à courir ce risque énorme? Pris en tenaille entre le risque de persécution dans leur pays d'origine et la situation dangereuse en Libye, il ne reste que deux solutions. La réinstallation dans un pays d'asile organisée par le UNHCR ou bien le passage de la Méditerranée organisé par les réseaux mafieux. En 2017 le UNHCR avait recensé en Libye 50.000 réfugiés, prioritaires pour un réinstallation. Or, faute de places offerts par des pays d'accueil, seulement 4.500 ont pu être transférés, dont 3.000 vers le Niger et 1.500 directement de la Libye vers des pays d'accueil comme le Canada, la France, l'Italie, la Roumanie et la Suède.

Selon la directrice du programme Afrique du Nord et Moyen-Orient à Amnesty International, Heba Morayef, l'Union européenne (UE) ferme les yeux sur les souffrances causées par sa politique migratoire qui consiste à sous-traiter le contrôle des frontières à la Libye. Et elle précise «qu'en ne ménageant pas leurs efforts pour permettre aux garde-côtes libyens d'intercepter un maximum de migrants et de réfugiés, les dirigeants européens les renvoient directement vers les centres de détention en Libye, bien connus pour les violations et les tortures qui s'y déroulent.»

Conscients de cette situation intenable, les pays-membres de l'Union européenne continuent à chercher un nouveau mécanisme de solidarité et de répartition des personnes en besoin de protection internationale. Pour cela, une «coalition de volontaires» s'engagerait à se répartir, de manière systématique et sans négociation, l'accueil des personnes secourues en mer.

En échange, l'Italie et Malte ouvriraient leurs ports aux bateaux de sauvetage. Ce projet temporaire prévoit d'un côté une relocalisation rapide des migrants dans d'autres pays que celui de leur arrivée. De l'autre, il assurerait une procédure de retour accélérée pour ceux qui ne peuvent pas prétendre au statut de réfugié.

Ce mécanisme renforcerait également les obligations des navires de sauvetage, comme le respect des instructions données par le centre de coordination des secours. 14 pays membres ont donné leur accord pour un tel mécanisme, dont 8 de manière «active»: ce sont Allemagne, Croatie, Finlande, France, Irlande, Lituanie, Luxembourg et Portugal. Une réunion prévue pour ce mois de septembre à Malte devrait apporter plus de précision.

En attendant, les rescapés passeront des jours, voire des semaines, sur les navires des ONG, qui refusent de les renvoyer vers l'enfer subi en Libye et qui, tout en sauvant des vies humaines, sauvent aussi un peu l'âme de l'Europe.

1) Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et Organisation internationale pour les migrations (agence intergouvernementale)

* Agnès Rausch, personne de contact du Luxembourg au réseau européen du JRS – Jesuit Refugee Service.



Une embarcation de migrants en Méditerranée.

Photo: AFP